

Participation S.N.C.F. à la Société d'Hôtels de
St-Pierre-de-Chartreuse

(Proposition P.L.M. - Sans suite)

Lettre S.N.C.F. au P.L.M.	C.A. 14. 4.43	12	VII
	19. 4.43		

Participation S.N.C.F. à la Société d'Hôtels de St-Pierre-de-Chartreuse
(Proposition P.L.M. - sans suite)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 19 avril 1943

D 9322/7

C O P I E

Monsieur le Président,

Par lettre du 6 avril 1943, vous avez bien voulu nous informer de ce que votre Compagnie avait été saisie d'une demande de cession, à leur valeur nominale, des 100 actions de la Société d'Hôtels de St-Pierre de Chartreuse qu'elle détient.

Vous considérez que ces valeurs ne rentrent pas dans la catégorie des biens pouvant être reconnus nécessaires à l'exploitation du chemin de fer aux termes de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937. Toutefois, vous nous réservez la préférence au cas où la S.N.C.F. désirerait elle-même reprendre lesdites actions.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication et de vous faire connaître que, eu égard aux conditions particulières dans lesquelles se présente la participation en cause, nous n'estimons pas qu'il y ait lieu pour nous de donner suite à la proposition que vous nous avez soumise.

Toutefois, notre Conseil d'Administration m'a donné mandat de préciser que cette décision ne préjuge en rien, du point de vue de la S.N.C.F., la position que les nécessités de son exploitation pourront lui commander de prendre dans ce domaine des hôtels de montagne quant à l'application de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Le Président
du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.

Monsieur LAURENT-ATTHALIN
Président du Conseil d'Administration
de la Compagnie des Chemins de fer du P.L.M.,
86, rue Saint-Lazare - PARIS

QUESTION VII - Participation de la Compagnie P.L.M.
dans la Société d'Hôtels de St-Pierre-de-Chartreuse

P.V.

M. LE PRESIDENT expose que la Compagnie P.L.M. détient au titre de son domaine privé, 100 actions de la Société d'Hôtels de St-Pierre-de-Chartreuse. La cession de ces actions lui a été demandée au pair de leur valeur nominale de 250 fr. Mais, bien que considérant ces valeurs comme ne rentrant pas dans la catégorie des biens pouvant être reconnus nécessaires à l'exploitation du chemin de fer, et susceptibles, par suite, de faire l'objet d'une reprise par application des dispositions de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, cette Compagnie offre à la S.N.C.F. la préférence au cas où elle désirerait les acquérir.

Pour les raisons de fait qui sont données dans la note et tenant aux conditions mêmes dans lesquelles se présente l'affaire, il est proposé de répondre que la S.N.C.F. n'entend pas reprendre les actions dont il s'agit et que, par suite, elle n'a pas d'objection à leur cession.

Toutefois, cette décision serait considérée comme prise sur un cas d'espèce, sans avoir une valeur de principe quant à la portée de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937 dans le domaine des hôtels de montagne.

Le Conseil se déclare d'accord et décide de ne pas donner suite à l'offre faite par la Compagnie P.L.M. (M. LAURENT-ATTHALIN ayant déclaré ne pas prendre part au vote.).

Sténo p. 12

M. LE PRESIDENT - La Compagnie P.L.M. détient, au titre de son domaine privé, 100 actions de la Société d'Hôtels de St-Pierre-de-Chartreuse.

La cession de ces actions lui a été demandée au pair de leur valeur nominale de 250 fr. Bien que considérant ces valeurs comme ne rentrant pas dans la catégorie des biens pouvant être reconnus nécessaires à l'exploitation du chemin de fer et susceptibles par suite de faire l'objet d'une reprise par application des dispositions de l'art. 44 de la Convention du 31 août 1937, la Compagnie P.L.M. offre à la S.N.C.F. la préférence au cas où elle désirerait les acquérir aux mêmes conditions.

Sans soulever la question de savoir si l'art. 44 de la Convention du 31 août 1937 est applicable ou non et en faisant toutes réserves sur la thèse ainsi soutenue par la Compagnie P.L.M., je vous propose

de ne pas donner suite à l'offre qui nous est présentée. En effet, cette affaire n'a jamais été très brillante, au point que la Compagnie P.L.M. elle-même avait fini par s'en désintéresser. Sans doute, avant la guerre, St-Pierre-de-Chartreuse était desservi par les services d'autocars de la route des Alpes de la T.P.L.M. qui s'y arrêtaient. Ils continueront à s'y arrêter même si nous ne participons pas à cette Société. De plus, nous ne disposerions que de 100 actions sur un total de 4.200, ce qui représente un coefficient d'influence insignifiant, d'autant que, d'après nos renseignements, ces actions sont recherchées par le Président-Directeur-Général de la Société qui semble vouloir prendre l'affaire complètement en mains lui-même. Dans ces conditions, je ne crois pas que la S.N.C.F. ait intérêt à y participer. Je vous propose donc de répondre que nous n'avons pas le désir de reprendre les actions qui nous sont offertes et que nous n'avons aucune objection à leur cession.

Le Conseil se déclare d'accord et décide de ne pas donner suite à l'offre faite par la Compagnie P.L.M. (M. LAURENT-ATTHALIN ayant déclaré ne pas prendre part au vote.).

14 AVR. 1943

(Question N° VII) 10 avril 1943

Secrétariat du Conseil
d'Administration

Participations Financières

PARTICIPATION DE LA COMPAGNIE P.L.M.
DANS LA SOCIÉTÉ D'HÔTELS DE ST-PIERRE-de-CHARTREUSE

La Compagnie P.L.M. détient, au titre de son domaine privé, 100 actions de la Société d'Hôtels de St-Pierre-de-Chartreuse.

La cession de ces actions lui a été demandée au pair de leur valeur nominale de 250 fr. Mais, bien que considérant ces valeurs comme ne rentrant pas dans la catégorie des biens pouvant être reconnus nécessaires à l'exploitation du chemin de fer, elle nous offre la préférence au cas où nous désirerions les acquérir aux mêmes conditions.

La S.N.C.F. se réserve de déterminer ultérieurement la politique que commandent les nécessités de son exploitation en matière d'hôtels de montagne et ne saurait, par suite, acquiescer à la thèse ainsi soutenue par la Compagnie P.L.M. suivant laquelle l'art. 44 de la Convention du 31 août 1937 ne saurait jouer dans un tel domaine.

Toutefois, étant donné les circonstances particulières dans lesquelles la participation en cause se présente, elle n'a pas d'objection à se prononcer, sans plus attendre, sur l'offre qui lui est faite.

I - La Société a été constituée vers 1890 sous les auspices du Touring Club, qui voulait créer un centre de tourisme type à St-Pierre-de-Chartreuse et y établir un modèle d'hôtel de montagne.

Son capital, fixé à l'origine à 100.000 fr, a été porté, après diverses opérations d'augmentation et de réduction, à 1.050.000 fr, son chiffre actuel, divisé en 4.200 actions de 250 fr. Le Conseil d'Administration entièrement renouvelé en 1940 se compose actuellement de 3 membres : M. GUERIN, Président-Directeur Général, M. BOLAND, Vice-Président, et M. VIEU.

Le principal établissement de la Société est l'hôtel du Grand Som à St-Pierre, comportant 53 chambres et une annexe de 14 chambres. La Société possède, en outre, l'hôtel du Désert, ancienne

.....

maison modeste, voisine de l'hôtel du Grand Som, ainsi que divers terrains. De plus, jusqu'au retour des Chartreux en 1940, elle exploitait l'hôtellerie de St-Bruno, près du Couvent de la Grande Chartreuse.

Jusqu'en 1929, elle a enregistré des bénéfices qu'elle a distribués en presque totalité sous forme de dividendes (9 % de 1923 à 1928), ne procédant qu'à de faibles amortissements et ne constituant d'autre réserve que la réserve légale.

Les conséquences de cette politique n'ont pas tardé à se faire sentir. A partir de 1930, les résultats ont été déficitaires et la Société, gênée par une trésorerie serrée, a dû faire appel à ses principaux actionnaires qui lui ont consenti des avances à court et moyen terme. En 1942, elle a été contrainte de réduire son capital de 50 %, la valeur unitaire de ses titres étant ramenée de 500 à 250 fr. Cette diminution a été suivie d'une augmentation équivalente de capital, par transformation en actions d'une partie de la dette.

II - La Compagnie P.L.M. a souscrit en 1923, lors d'une augmentation du capital, les 100 actions qu'elle détient.

Financièrement, l'opération à ce moment paraissait bonne, le centre de St-Pierre-de-Chartreuse présentant des possibilités de développement touristique.

De plus, la Compagnie P.L.M., à qui un siège d'Administrateur avait été attribué, y voyait un moyen de comparer les méthodes de la Société avec celles des autres Sociétés hôtelières auxquelles elle participait.

Toutefois, après le décès, en 1930, de son représentant dans le Conseil, elle n'a pas demandé son remplacement.

Le siège social se trouvant à St-Pierre-de-Chartreuse, il n'a pas été possible, étant donné le court délai dont nous disposons pour prendre position, de recueillir les bilans et comptes afférents aux derniers exercices (1) et, par suite, de procéder à l'étude des éléments constituant actuellement l'actif de la Société.

.....

(1) Le dernier bilan en notre possession remonte au 31 décembre 1938, c'est-à-dire à une période antérieure à la dernière réduction de capital opérée en 1942.

Néanmoins, compte tenu des indications données plus haut, on doit admettre que sa situation financière est peu satisfaisante.

D'autre part, la participation détenue par la Compagnie T.L. . est trop peu importante pour que, en l'acquérant, nous puissions escompter jouer un rôle quelconque dans la gestion de la Société que son Président-Directeur Général cherche actuellement à prendre complètement en mains.

Aussi, bien que St-Pierre-de-Chartreuse fût desservi, avant les événements actuels, par des services d'autocars de la Route des Alpes de la T.L.L., n'apparaît-il pas que la S.L.C.A., quelle que doive être, après la guerre, sa politique d'hôtels de montagne, ait intérêt à acheter les actions dont il s'agit.

Dans des conditions, il est proposé au Conseil, tout en réservant expressément la question de l'application de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937 dans les cas de l'espèce, de ne pas donner suite à l'offre faite par la Compagnie P.L. .

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

LE PRÉSIDENT.